

Écologie, monnaie et conscience

Il est un constat quasi général et accepté: notre écosystème est fragilisé, gravement menacé par la pollution agricole et industrielle, par la perte de la biodiversité, par l'utilisation et l'allocation irrationnelle de l'eau, par la déforestation abusive, etc... au point que maintenant de grands sommets internationaux se tiennent régulièrement pour tenter de trouver des solutions. Force est de constater pourtant que les avancées se limitent à des déclarations emphatiques ou des engagements non tenus. L'humain est-il devenu à ce point suicidaire, a-t-il perdu tout bon sens ? Car enfin quoi! Quand on se prend les doigts dans le tiroir on arrête de pousser dessus non? Malheureusement le bon sens se heurte à un mur idéologique, celui érigé par l'économie moderne qui réduit sa finalité au seul profit financier. La preuve en est dans nos indicateurs. Sur quoi est jugée l'entreprise ? Sur ce qu'elle produit ? Non sur ce qu'elle gagne... Sur quel critère se classent les Nations ? Sur la richesse de leur sol, de leur sous-sol, de leurs eaux poissonneuses ? Non sur leur PIB (produit National Brut). Est riche, donc, celui qui possède l'argent car le jeu économique a rendu plus aisé l'accès aux ressources quand on a de l'argent que l'accès à l'argent quand on a les ressources. Il suffit de regarder la situation de l'Afrique pour s'en rendre compte ou de savoir que ce sont les paysans qui sont les plus touchés par la pauvreté dans le monde.

Celui qui possède l'argent a un avantage sur celui qui possède une ressource; c'est lui qui en fixe le prix, car c'est lui qui a le « pouvoir d'achat » et qui décide, en fin de compte, s'il achète ou non la ressource. S'il ne l'achète pas, parce que le prix ne lui convient pas, il a toujours son argent qu'il peut utiliser à autre chose, comme le placer à intérêt, alors que le producteur, lui, reste avec sa ressource qui perdra d'autant plus rapidement sa valeur qu'elle est périssable. Le rapport de force est inéquitable et les grands détenteurs de monnaie, qui le savent bien, n'ont de cesse d'aggraver le déséquilibre pour augmenter leur pouvoir

Deux évènements (qui n'ont rien de fortuit) ont donné des atouts maîtres aux possédants de monnaie: L'abandon de la convertibilité des monnaies en or et la privatisation de la création monétaire.

- C'est en 1971 que le dollar américain, seule monnaie encore convertible en or depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, selon ce qui avait été fixé lors des accords de Bretton Woods, abandonna sa convertibilité. Rendez-vous compte, quand vous savez que le détenteur d'une monnaie convertible peut à tout moment demander de l'or en échange, vous n'avez pas les coudées franches, car vous devez veiller à avoir des réserves suffisantes. Mais la fin de la convertibilité inaugure une nouvelle ère, celle de l'argent-dette créé à partir de rien. La monnaie n'étant plus reliée à une matière limitée en quantité par nature, elle devient une virtualité purement comptable qui se crée à volonté lorsqu'un crédit est accepté.

Pour conceptualiser les choses, imaginez que le système monétaire soit une baignoire. Celle-ci se remplit grâce au robinet « crédits acceptés », et chaque échéance payée correspond à une quantité de monnaie évacuée par la bonde « remboursement ». Le niveau de monnaie qui reste dans la baignoire, avec laquelle la société règle ses affaires au quotidien, dépend du rapport qui existe entre l'alimentation et l'écoulement. Mais les choses ne s'arrêtent pas là car, pendant que la monnaie circule dans la baignoire, certaines personnes se trouvent en situation d'en avoir en surplus (épargne). Les banques leur proposent alors de faire « travailler » leur argent, entendez, le placer contre rémunération. Par le biais de l'intérêt payé par l'emprunteur au profit du prêteur, le système institue une dynamique qui assure un transfert permanent et à sens unique de la richesse de ceux qui ont le plus besoin d'argent: les emprunteurs, vers ceux qui en ont en surplus, les prêteurs.

- Il faut croire cependant que le citron ne donnait pas assez de jus; car les États se réservaient le

droit régalien de « battre monnaie ». L'histoire officielle cache souvent l'interminable bras de fer qui a toujours opposé la finance privée au pouvoir Étatique. La construction des Etats-Unis et la naissance de la Fédéral Reserve en sont un bel exemple. Dans notre pays, et ceci jusqu'en 1973, la Banque de France, propriété de la Nation, pouvait faire des avances au Trésor public lorsque le budget de l'État était déficitaire. Il suffisait pour cela que le Trésor Public présente à l'escompte à la Banque de France un « bon du Trésor », entendez une reconnaissance de dette, le plus souvent sans intérêt et sans échéance. Quel terrible manque à gagner pour les investisseurs privés!

Sans débat public, le Ministre de l'économie et des finances de l'époque, Mr V Giscard d'Estaing, sous présidence Pompidou, fit passer une loi (loi 73-7 du 3 janvier 1973) qui prévoit dans son article 25 que *«Le Trésor public ne peut être présentateur de ses propres effets à l'escompte de la Banque de France»*. Comme quoi il suffit parfois de quelques mots pour faire basculer l'histoire, quelques mots fondateurs de notre actualité... Car par ces quelques mots notre Nation renonçait à pouvoir émettre sa propre monnaie et s'obligeait à l'emprunter, à intérêt, auprès des investisseurs privés. (il est à noter qu'une disposition analogue encadre à ce jour la politique monétaire de la zone euro appliquée par la BCE qui a interdiction, selon les termes de l'article 123 du traité de Lisbonne, copier-coller de l'article 104 du traité de Maastricht, de financer toute Nation, collectivité locale ou entreprise publique de l'U.E)

La dette publique dont on nous rebat les oreilles et que nos dirigeants prennent pour justifier les mesures d'austérité qui se traduisent par des régressions sociales importantes, présentées comme des mesures responsables et incontournables, n'existe qu'en raison de l'abandon du pouvoir de création monétaire par la Nation. Nous nous sommes livrés à un calcul (cf « la dette publique, une affaire rentable » – AJ Holbecq & Ph Derudder - Ed. Yves Michel + actualisation des chiffres sur <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>). Il en ressort que si nous n'avions pas eu d'intérêt à payer, comme cela aurait été le cas si la Nation avait conservé son droit, la dette publique française, fin 2009, se serait élevée aux alentours de 164 milliards d'euros au lieu de 1340 milliards (1600 fin 2010).

A ce stade, peut-être vous dites-vous que la couleuvre est un peu grosse! Si c'était vrai, nos dirigeants politiques ne s'empresseraient-ils pas à redonner, par le pouvoir de quelques mots, ce qui a été ôté par ce même pouvoir à la Nation et qui lui coûte si cher ? Malheureusement, cette question ne relève plus du rationnel. Elle est dogmatique. Le crédo néolibéral ferme hermétiquement la porte à cette éventualité sur la seule foi que les Etats abuseraient de ce droit, ce qui pourrait conduire à une possible inflation considérée comme fléau majeur.

Mais derrière ce prétexte idéologique se cache le besoin de pouvoir qui habite l'être humain. Ce besoin est celui qui pousse l'homme à tâcher de contrôler son environnement par tous les moyens dont il dispose, ceci par peur de manquer, peur de mourir. Tant de choses lui échappent, tant de questions existentielles restent encore sans réponse... Autant d'incertitudes, autant de dangers auxquels il aimerait échapper. C'est là que l'on touche le cœur du problème, celui de la conscience. Fonder le bien-être sur l'accès prioritaire à l'argent n'est que le geste désespéré du noyer qui s'agrippe à l'eau. C'est vouloir ne plus sentir la peur par l'illusion de pouvoir qu'il procure. Le drame humain dont nous commençons à percevoir les effets est que plus l'homme cherche le « pouvoir », ce dont il se défend tant il en a rarement conscience, plus il se coupe de sa puissance. L'argent, Dieu moderne, donne l'illusion que l'on pourra grâce à lui éviter les aléa de la vie et, qui sait, atteindre le bonheur éternel ?

Mais il est aussi une croyance tenace, commune à la religion et à l'idéologie économique-financière: s'il y a beaucoup d'appelés, il y a peu d'élus. Il faut donc à tout prix se hisser au sommet de la pyramide sociale, ce que le système permet en favorisant l'élimination des plus faibles au bénéfice des plus forts par le jeu de la compétition et de l'argent-dette.

Le véritable défi de notre époque consiste donc à dénoncer l'illusion suicidaire qu'entretient le système, mais peut être plus difficile encore est de réaliser que sa dynamique s'alimente de nos propres peurs

inconscientes, que l'on soit riche ou pauvre. Alors la solution, sans pour autant renoncer aux différentes formes d'engagement citoyen pour œuvrer à l'édification d'un monde solidaire, respectueux du vivant et équitable se trouve dans notre propre capacité à nous rendre disponible à l'invitation à laquelle nous conviait Sri Aurobindo : *« Dans le silence du cœur, une porte s'ouvre ... Ce n'est dans aucun moyen extérieur , amélioration matérielle ou transformation sociale, que réside la véritable évolution progressive, celle qui peut mener l'homme vers le bonheur auquel il a droit. Ce sont les perfectionnements individuels, intérieurs et profonds, qui constituent le progrès réel et peuvent transformer l'état actuel des choses. »*